

CT du 1^{er} juillet 2014 : liminaire

Monsieur le Président,

Rien ne va plus ! Lors de votre premier CTL dans le Calvados, il y a un peu plus d'un an, **les représentants FO-DGFIP** vous avaient dressé un état des lieux de ce département en grande souffrance et vous avaient fait part des fortes attentes des personnels.

Un an après, la situation s'est encore fortement dégradée et personne au plus au niveau n'accepte d'en tirer des conclusions. Dans ce contexte, un évènement extraordinaire s'est produit la semaine passée, puisque pour la première fois, de l'aveu même des plus anciens, la direction régionale des Finances Publiques du Calvados a été fermée au public par manque de personnel. Quelle image de l'Etat donnons nous ! 150 personnes dans le bâtiment de la direction Régionale et personne pour accueillir le public ! Dire qu'il a fallu 6 mois et l'aval de la préfecture pour accorder une journée aux agents à l'occasion du 70^{ème} anniversaire du débarquement !

Cette situation illustre comme beaucoup d'autres la situation déplorable à la DRFiP du Calvados et l'obstination d'un gouvernement sourd aux légitimes revendications des salariés et persistant à vouloir mettre en oeuvre un pacte de responsabilité dont le seul but est de faire 50 milliards d'économies sur le dos des salariés. **Les représentants FO-DGFIP** réaffirment l'impérieuse nécessité de combattre ce pacte suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement.

Dans un contexte économique fortement dégradé, le gouvernement renouvelle et amplifie des mesures d'exonérations de cotisations sociales dangereuses pour l'avenir de la protection sociale et dont l'efficacité en termes de créations d'emplois n'a jamais été démontrée.

Pire, en transférant, pour partie, la fiscalité des entreprises vers celle des ménages, au nom de la compétitivité, cette politique fiscale aboutit inévitablement à rendre impossible toute reprise économique.

Dans la Fonction Publique en général et à la DGFIP en particulier, le gel inadmissible de la valeur du point d'indice depuis 2010 et programmé jusqu'en 2017 indignent les personnels.

Les représentants FO-DGFiP rappellent la revendication de Force Ouvrière d'un rattrapage immédiat de 8% du point d'indice ainsi que l'augmentation de 50 points pour tous. Ce n'est pas la maigre prime d'intéressement versée seulement en août - 120 € bruts au lieu des 120 € nets des années précédentes - qui suffira à combler la perte de pouvoir d'achat !...

Par ailleurs, **les représentants FO-DGFiP** condamnent le projet de réforme territoriale et l'impact destructeur qu'il aura sur les services déconcentrés de l'État, notamment à la DGFiP.

Un rapport d'une officine (IFRAP) dédiée à l'analyse des politiques publiques et connue pour ses positions anti-fonctionnaires vient fort opportunément de paraître. Le niveau de détail dont dispose cet organisme ne peut provenir que de notre administration. De là à imaginer qu'il pourrait s'agir d'une commande il n'y a qu'un pas. **FO-DGFiP** combattra toute tentative de mise en oeuvre des préconisations de ce rapport (12 SPF au lieu de 354, 100 SIE au lieu de 537, 100 SIP au lieu de 549, 876 trésoreries au lieu de 2 661 etc...).

Les agents veulent tout d'abord de la reconnaissance pour le travail qu'ils fournissent, les pressions continuelles qu'ils subissent. Cette reconnaissance passe par une augmentation significative des traitements, un nouvel élan donné aux carrières, un arrêt des suppressions d'emplois et nous n'avons pas peur de le dire par des créations d'emplois.

Le schéma triennal d'adaptation des structures et du réseau qui nous est présenté aujourd'hui, porte en germe la destruction de la DGFiP par la mise en place de la démarche stratégique dont les représentants FO-DGFiP demandent l'arrêt immédiat.